

Développement : une politique pour le reste du monde digne de l'ancien monde



"La politique du gouvernement en faveur des pays du nouveau monde reste marquée par les habitudes de l'ancien monde".

Avec Les Arvernes

A l'occasion de la Conférence des Ambassadeurs, la stratégie en matière de politique de développement de la France a été esquissée : plus de moyens, plus de partenariat avec la société civile, et surtout une action renforcée de l'Agence Française de Développement (AFD).

Disons-le sans ambages : au-delà d'objectifs généraux que l'on peut partager, la politique du gouvernement en faveur des pays du nouveau monde reste marquée par les habitudes de l'ancien monde.

Premièrement, elle acte la continuité de la politique du chiffre, écartant une approche qualitative du développement. Le projet de budget pour 2019, en cours de finalisation, prévoit 1 milliard d'euros d'engagements supplémentaires dès 2019. Elle accompagne les propositions inflationnistes du rapport du député Berville : création de nouveaux dispositifs (Fonds dédié à l'innovation et à l'expérimentation, programmes d'expertise ou liés aux diasporas) et augmentation des moyens (soutien des ambassades aux initiatives locales et de la société civile, action humanitaire et de stabilisation). En un mot, c'est bien une politique du « toujours plus », alors que la priorité, compte tenu de l'état des finances publiques et de l'inefficacité constatée de cette politique, est d'évidence une politique du « mieux ». De surcroît, cette politique amplifie le risque financier élevé qui pèse sur les Etats confrontés à un mur de dette contractée pour financer des projets souvent sans rentabilité effective. Aussi, l'exposition aux risques financiers de l'AFD, dont le bilan s'élève désormais à 40 milliards d'euros fin 2017 (et 12 milliards de hors-bilan) n'est pas suffisamment considérée.

Deuxièmement, une politique aveugle aux tendances, sans vision. La France s'obstine dans sa posture naïve à l'égard de la Chine, dont l'action en Afrique est innervée par ses objectifs de puissance. Le pacte chinafricain (investissements dans les infrastructures physiques et numériques) risque ainsi d'accélérer la fin de la France en Afrique. La Chine apporte aux Gouvernements africains des solutions d'investissement accéléré et leur permet de se détourner des critères de démocratie et de bonne gouvernance. Dans un tel contexte, la marginalisation de la France est inéluctable. Pire : alors que la question migratoire est au centre des préoccupations des français et qu'elle fracture l'Europe, la stratégie présentée n'en dit rien ou presque, pas plus d'ailleurs que sur la place de nos entreprises. La Chine, elle, mobilise ses géants BATX au service d'une stratégie économique de long terme en Afrique.

Troisièmement, une gouvernance dysfonctionnelle. La montée en puissance de l'AFD traduit une approche erronée de notre politique extérieure : on augmente les moyens de l'AFD quand ceux du Quai d'Orsay diminuent. Pourtant, la Cour des comptes critiquait dès 2012 le déficit de tutelle politique sur l'AFD. Contre toute logique, et au mépris des prérogatives du Ministère des affaires étrangères qui est pourtant son administration de tutelle, c'est l'AFD qui s'affirme.

Alors que faire ? Qu'il soit permis ici de tracer deux pistes.

Tout d'abord, réduire et prioriser nos interventions : assumer une politique qualitative, abandonner l'objectif de 0,7 % du PIB qui ne relève d'aucune rationalité, réduire nos interventions et les concentrer là où elles sont utiles. La réorientation de notre APD passe notamment par la réduction de nos contributions multilatérales en se désengageant des organisations ne relevant pas d'une géographie prioritaire et aux petits fonds multilatéraux non stratégiques et en imposant la baisse des charges des organisations multilatérales, notamment salariales et de pensions. Les interventions bilatérales (dons-projets, subventions aux ONG) doivent être réduites, plus transparentes, et mieux priorisées.

Ensuite, encourager l'initiative privée. C'est largement aux entreprises de gagner la bataille du développement. Aux startups technologiques, pour abaisser significativement le coût du développement qu'il s'agisse de l'accès à l'eau (désalinisation), à l'énergie (solaire) ou des questions de santé. Aux grands groupes de trouver des solutions pour les pays se développent par leur formation, leurs infrastructures... Pour les entreprises françaises, il s'agit de trouver des relais de croissance et de capitaliser véritablement sur les dynamiques de la Francophonie économique.